

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205292]

20 SEPTEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant le projet de modifications du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique n° 2018/01 - DH Meuse (sous-bassins hydrographiques concernés : Amblève, Meuse amont, Meuse aval, Ourthe, Sambre, Semois-Chiers et Vesdre)

Le Gouvernement wallon,

Vu la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le livre I^{er} du Code de l'Environnement, les articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, les articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Amblève, approuvé par le Gouvernement wallon en date du 22 décembre 2005 (*Moniteur belge* du 10 janvier 2006), et modifié par le Gouvernement wallon en date du 24 janvier 2013 (*Moniteur belge* du 12 février 2013);

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse amont, approuvé par le Gouvernement wallon en date du 29 juin 2006 (*Moniteur belge* du 15 septembre 2006), et modifié par le Gouvernement wallon en date du 21 décembre 2017 (*Moniteur belge* du 15 janvier 2018);

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse aval, approuvé par le Gouvernement wallon en date du 4 mai 2006 (*Moniteur belge* du 17 mai 2006), et modifié par le Gouvernement wallon en date du 19 septembre 2013 (*Moniteur belge* du 30 septembre 2013);

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe, approuvé par le Gouvernement wallon en date du 10 novembre 2005 (*Moniteur belge* du 2 décembre 2005), et modifié par le Gouvernement wallon en date du 19 avril 2012 (*Moniteur belge* du 3 mai 2012);

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Sambre, approuvé par le Gouvernement wallon en date du 10 novembre 2005 (*Moniteur belge* du 2 décembre 2005), et modifié par le Gouvernement wallon en date du 24 janvier 2013 (*Moniteur belge* du 12 février 2013);

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Semois-Chiers, approuvé par le Gouvernement wallon en date du 22 décembre 2005 (*Moniteur belge* du 10 janvier 2006), et modifié par le Gouvernement wallon en date du 6 octobre 2016 - erratum 25 octobre 2016 (*Moniteur belge* du 8 décembre 2016 - erratum 19 décembre 2016);

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Vesdre, approuvé par le Gouvernement wallon en date du 10 novembre 2005 (*Moniteur belge* du 2 décembre 2005), et modifié par le Gouvernement wallon en date du 19 avril 2012 (*Moniteur belge* du 3 mai 2012);

MODIFICATIONS DU PLAN D'ASSAINISSEMENT PAR SOUS-BASSIN HYDROGRAPHIQUE

Vu que le projet de modifications de PASH 2018/01 compte 41 demandes de modifications portant particulièrement sur :

- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la rue de la Gare sur le territoire communal de Trois-Ponts (modification n° 01.21);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la zone d'aménagement communal concerté (ZACC) de Hottleux sur le territoire communal de Waimès (modification n° 01.22);
- l'assignation du régime d'assainissement autonome pour l'extension de la zone d'activités économiques de Burtonville sur le territoire communal de Vielsalm (modification n° 01.23);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif et autonome pour le village de Souleme sur le territoire communal de Doische (modification n° 07.52);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif et autonome pour le village de Matagne-la-Petite sur le territoire communal de Doische (modification n° 07.53);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif et autonome pour le village de Mozet sur le territoire communal de Gesves (modification n° 07.54);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue Fernand Mathy et la rue de Longs Champs sur le territoire communal d'Eghezée (modification n° 08.22);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la rue d'Avennes sur le territoire communal de Braives (modification n° 08.23);
- le passage du régime d'assainissement transitoire et autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la route Charlemagne sur le territoire communal de Welkenraedt et de Lontzen (modification n° 08.24);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour l'Iterstrasse sur le territoire communal de Raeren (modification n° 08.25);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome pour le village d'Upigny sur le territoire communal d'Eghezée (modification n° 08.26);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour une partie du village de Waret-la-Chaussée sur le territoire communal d'Eghezée (modification n° 08.27);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome pour le village de Tillier sur le territoire communal de Fernelmont (modification n° 08.28);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif et autonome pour le village de Groyne sur le territoire communal d'Andenne (modification n° 08.29);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue de Poilsart à Seilles sur le territoire communal d'Andenne (modification n° 08.30);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue de Chaudin à Bonneville sur le territoire communal d'Andenne (modification n° 08.31);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone de loisirs « Clos du Lac » sur le territoire communal de Wasseiges (modification n° 08.32);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour dix habitations à Ben-Ahin sur le territoire communal de Huy (modification n° 08.33);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue de Richelle sur le territoire communal de Visé (modification n° 08.34);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le domaine de Jastrée sur le territoire communal de Durbuy (modification n° 10.36);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone de loisirs Ol Fosse D'Outh sur le territoire communal d'Houffalize (modification n° 10.37);
- l'assignation du régime d'assainissement autonome pour l'extension de la zone d'activités économiques de Courtil sur le territoire communal de Gouvy (modification n° 10.38);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le site de la prison sur le territoire communal de Marche-en-Famenne (modification n° 10.39);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour une partie du village d'Ogne sur le territoire communal de Sprimont (modification n° 10.40);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone d'activités économiques de Bourdon sur le territoire communal d'Hotton (modification n° 10.41);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village Les Culots à Gouy-lez-Piétons sur le territoire communal de Courcelles (modification n° 11.31);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la rue de Hauvent sur le territoire communal de Fosses-la-Ville (modification n° 11.32);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le site du Grand Hopital de Charleroi sur le territoire communal de Charleroi et de Châtelet (modification n° 11.33);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Jamiolle sur le territoire communal de Philippeville (modification n° 11.34);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la rue Cortil Waha et chemin Bois du Duc à Malonne sur le territoire communal de Namur (modification n° 11.35);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue de France à Solre-sur-Sambre sur le territoire communal d'Erquelinnes (modification n° 11.37);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la partie est de la rue d'Arlon sur le territoire communal de Messancy (modification n° 12.62);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la partie ouest de la rue d'Arlon (zone de l'ancienne « Briqueterie Deboulle ») sur le territoire communal de Messancy (modification n° 12.63);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la route de Bellefontaine à Sainte-Marie-sur-Semois sur le territoire communal d'Etalle (modification n° 12.64);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la rue des Flonceaux sur le territoire communal de Florenville (modification n° 12.65);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue de la Fêche sur le territoire communal de Bertrix (modification n° 12.66);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le centre de santé de la rue Sesselich sur le territoire communal d'Arlon (modification n° 12.67);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour 5 habitations à Chassepierre sur le territoire communal de Florenville (modification n° 12.68);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le quartier du Péry sur le territoire communal de Trooz (modification n° 14.11);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Becco sur le territoire communal de Theux (modification n° 14.12);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le Clos Bois Lemoine sur le territoire communal de Trooz (modification n° 14.13);

Considérant que conformément à l'article R.288, § 4, du Code de l'Eau et des articles D.52 à D.61 du Code de l'Environnement, une évaluation environnementale des incidences sous la forme d'un rapport appelé rapport d'incidences environnementales (RIE) a été réalisée pour le projet de modification de PASH 2018/01;

Considérant que, suivant l'article R.289, § 1^{er}, du Code de l'Eau, le Gouvernement a chargé la SPGE de soumettre ce projet de modification de PASH ainsi que son RIE à la consultation des communes concernées; des titulaires de prises d'eau potabilisables concernés et des Directions générales compétentes du Service public de Wallonie;

Considérant que, complémentaiement, la SPGE a consulté le Pôle Environnement;

Vu la demande d'avis envoyée le 7 mars 2018 par la SPGE aux communes concernées; aux titulaires de prises d'eau potabilisables concernés, aux Directions générales compétentes du Service public de Wallonie et au Pôle Environnement;

Considérant que, conformément à l'article R.289, § 2, du Code de l'Eau, les avis sont transmis dans les septante-cinq jours de la demande de la SPGE; passé ce délai, les avis sont réputés favorables;

Vu l'avis défavorable de la SPGE sur la modification 12.66 et l'avis favorable sur l'ensemble des autres modifications du projet 2018/01 - DH Meuse, émis en date du 9 mai 2018;

Vu que dans son avis, la commune de Visé demande la suspension de la procédure pour la modification 08.34;

Vu les avis favorables ou réputés favorables des autres communes consultées pour l'ensemble des modifications proposées;

Vu que les enquêtes publiques organisées par les communes concernées ont suscité des observations et réclamations de riverains dans les communes de Theux (modification n°14.12 - Village de Becco) et Vielsalm (modification n° 01.23 - ZAE de Burtonville);

Vu l'avis réputé favorable (absence d'avis) de la SWDE sur les modifications concernées;

Vu l'avis favorable de Vivaqua sur les modifications concernées, émis en date du 26 mars 2018;

Vu l'avis du pôle « Environnement » émis en date du 9 mai 2018 qui estime difficile de se prononcer sur le fond du projet de modifications de PASH ainsi que sur le rapport sur les incidences environnementales (RIE), bien que ce dernier soit conforme aux dispositions légales, il est jugé incomplet;

Considérant que les remarques du pôle « Environnement » seront prises en compte lors de l'instruction des projets de modifications de PASH ultérieurs;

Vu l'avis favorable du SPW-DGO3 sur toutes les modifications, émis en date du 15 mai 2018;

Vu l'avis réputé favorable du SPW-DGO5 (absence d'avis) sur le projet de modifications du PASH 2018/01;

Vu l'avis favorable du SPW-DGO4 sur 21 modifications et l'avis favorable sous conditions et remarques sur les 20 autres modifications, émis en date du 16 mai 2018;

Considérant que les conditions et remarques susvisées portent sur :

- la nécessité de demander un permis unique en dérogation au plan de secteur pour la construction d'ouvrages d'assainissement;
- la nécessité de consulter le gestionnaire de cours d'eau dans le cas d'installation d'ouvrages dans des zones présentant un aléa faible d'inondation;
- des demandes de modification non suffisamment justifiées;
- la suppression du régime d'assainissement pour des zones devenues non urbanisables suite à des modifications de plan de secteur, dans le cadre des modifications 01.23, 10.38 et 10.41;

Considérant les commentaires apportés par la SPGE et figurant dans le rapport de projet repris en annexe I de l'arrêté;

Considérant qu'au regard des éléments présentés ci-dessus :

- les modifications 08.34 et 12.66 sont supprimées du projet de modifications de PASH 2018/01;
- dans le cadre des modifications 01.23, 10.38 et 10.41, le régime d'assainissement des zones devenues non urbanisables est supprimé au PASH;
- les autres modifications du projet de modifications de PASH 2018/01 sont maintenues en l'état;

Vu le rapport relatif au projet de modifications de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique n° 2018/01 - DH Meuse, visé à l'annexe I;

Vu la déclaration environnementale sur le projet de modifications de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique n° 2018/01 - DH Meuse élaborée suivant les articles D.60 du Code de l'Environnement et R.289, § 2, du Code de l'Eau, visée à l'annexe II;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement approuve le projet de modifications de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique n° 2018/01 - district hydrographique de la Meuse, visé à l'annexe I, et la déclaration environnementale visée à l'annexe II.

Art. 2. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 septembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-Etre animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Annexe I - Projet de modifications du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique n° 2018/01 - DH Meuse

Le rapport du projet de modifications de PASH n°2018/01 est composé d'un rapport relatif aux modifications de PASH comprenant les cartes associées à chaque modification, ainsi que le rapport d'évaluation des incidences environnementales (RIE).

Le rapport de projet synthétise et commente les avis des instances et des citoyens consultés. Il intègre également les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

Ces éléments peuvent être consultés auprès de la Société publique de Gestion de l'Eau, 14-16 avenue de Stassart à 5000 Namur ainsi que sur le site de la SPGE : <http://www.spge.be> (Rubrique « PASH »; Sous-rubrique « Modifications ponctuelles »).

Annexe II - Déclaration environnementale sur le projet de modifications du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique n° 2018/01 - DH Meuse

La déclaration environnementale a été rédigée conformément à l'article D.60 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. Elle résume la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le projet de modification de PASH 2018/01, et dont le rapport sur les incidences environnementales et les remarques émises ont été pris en compte.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/205292]

20. SEPTEMBER 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung des Entwurfs zu den Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2018/01 - FGE Maas (betroffene Zwischeneinzugsgebiete: Amel, Maas stromaufwärts, Maas stromabwärts, Ourthe, Sambre, Semois-Chiers und Weser)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 2000/60/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik;

Aufgrund der Richtlinie des Rates 91/271/EWG vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.52 bis D.61 und D.79;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D.216 bis D.218 und Artikel R.284 bis R.290;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Amel, von der Wallonischen Regierung am 22. Dezember 2005 genehmigt (*Belgisches Staatsblatt* vom 10. Januar 2006) und von der Wallonischen Regierung am 24. Januar 2013 (*Belgisches Staatsblatt* vom 12. Februar 2013) abgeändert;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas stromaufwärts, von der Wallonischen Regierung am 29. Juni 2006 genehmigt (*Belgisches Staatsblatt* vom 15. September 2006) und von der Wallonischen Regierung am 21. Dezember 2017 (*Belgisches Staatsblatt* vom 15. Januar 2018) abgeändert;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas stromabwärts, von der Wallonischen Regierung am 4. Mai 2006 genehmigt (*Belgisches Staatsblatt* vom 17. Mai 2006) und von der Wallonischen Regierung am 19. September 2013 (*Belgisches Staatsblatt* vom 30. September 2013) abgeändert;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe, von der Wallonischen Regierung am 10. November 2005 genehmigt (*Belgisches Staatsblatt* vom 2. Dezember 2005) und von der Wallonischen Regierung am 19. April 2012 (*Belgisches Staatsblatt* vom 3. Mai 2012) abgeändert;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Sambre, von der Wallonischen Regierung am 10. November 2005 genehmigt (*Belgisches Staatsblatt* vom 2. Dezember 2005) und von der Wallonischen Regierung am 24. Januar 2013 (*Belgisches Staatsblatt* vom 12. Februar 2013) abgeändert;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Semois-Chiers, von der Wallonischen Regierung am 22. Dezember 2005 genehmigt (*Belgisches Staatsblatt* vom 10. Januar 2006) und von der Wallonischen Regierung am 6. Oktober 2016 - Erratum 25. Oktober 2016 (*Belgisches Staatsblatt* vom 8. Dezember 2016 - Erratum 19. Dezember 2016) abgeändert;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Weser, von der Wallonischen Regierung am 10. November 2005 genehmigt (*Belgisches Staatsblatt* vom 2. Dezember 2005) und von der Wallonischen Regierung am 19. April 2012 (*Belgisches Staatsblatt* vom 3. Mai 2012) abgeändert;

ABÄNDERUNGEN DES SANIERUNGSPLANS PRO ZWISCHENEINZUGSGEBIET

Aufgrund der Tatsache, dass der Entwurf zu den Abänderungen des SpZeg 2018/01 41 Abänderungsanträge enthält, die sich hauptsächlich auf Folgendes beziehen:

- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die "rue de la Gare" auf dem Gebiet der Gemeinde Trois-Ponts (Abänderung Nr. 01.21);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung Hottleux in der Gemeinde Weismes (Abänderung Nr. 01.22);
- die Zuweisung des autonomen Sanierungsverfahrens für die Erweiterung des Gewerbegebiets von Burtonville auf dem Gebiet der Gemeinde Vielsalm (Abänderung Nr. 01.23);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven und autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Soulme auf dem Gebiet der Gemeinde Doische (Abänderung Nr.07.52);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven und autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Matagne-la-Petite auf dem Gebiet der Gemeinde Doische (Abänderung Nr.07.53);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven und autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Mozet auf dem Gebiet der Gemeinde Gesves (Abänderung Nr. 07.54);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "rue Fernand Mathy" und die "rue de Longs Champs" auf dem Gebiet der Gemeinde Eghezée (Abänderung Nr. 08.22);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die "rue d'Avennes" auf dem Gebiet der Gemeinde Braives (Abänderung Nr. 08.23);
- den Übergang vom vorübergehenden und autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "route de Charlemagne" auf dem Gebiet der Gemeinden Welkenraedt und Lontzen (Abänderung Nr. 08.24);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Iterstraße auf dem Gebiet der Gemeinde Raeren (Abänderung Nr. 08.25);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Upigny auf dem Gebiet der Gemeinde Eghezée (Abänderung Nr. 08.26);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil des Dorfes Waret-la-Chaussée auf dem Gebiet der Gemeinde Eghezée (Abänderung Nr. 08.27);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Tillier auf dem Gebiet der Gemeinde Fernelmont (Abänderung Nr. 08.28);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven und autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Groyne auf dem Gebiet der Gemeinde Andenne (Abänderung Nr. 08.29);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "rue de Poilsart" in Seilles auf dem Gebiet der Gemeinde Andenne (Abänderung Nr. 08.30);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "rue de Chaudin" in Bonneville auf dem Gebiet der Gemeinde Andenne (Abänderung Nr.08.31);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Freizeitgebiet "Clos du Lac" auf dem Gebiet der Gemeinde Wasseiges (Abänderung Nr. 08.32);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für zehn Wohnhäuser in Ben-Ahin auf dem Gebiet der Gemeinde Huy (Abänderung Nr. 08.33);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "rue de Richelle" auf dem Gebiet der Gemeinde Visé (Abänderung Nr. 08.34);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das "domaine de Jastrée" auf dem Gebiet der Gemeinde Durbuy (Abänderung Nr. 10.36);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Freizeitgebiet "Ol Fosse D'Outh" auf dem Gebiet der Gemeinde Houffalize (Abänderung Nr. 10.37);
- die Zuweisung des autonomen Sanierungsverfahrens für die Erweiterung des Gewerbegebiets von Courtil auf dem Gebiet der Gemeinde Gouvy (Änderung Nr. 10.38);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gefängnisgelände auf dem Gebiet der Gemeinde Marche-en-Famenne (Abänderung Nr. 10.39);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil des Dorfes Ogne auf dem Gebiet der Gemeinde Sprimont (Abänderung Nr. 10.40);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gewerbegebiet von Bourdon auf dem Gebiet der Gemeinde Hotton (Abänderung Nr. 10.41);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Les Culots in Gouy-lez-Piétons auf dem Gebiet der Gemeinde Courcelles (Abänderung Nr. 11.31);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die "rue de Hauvent" auf dem Gebiet der Gemeinde Fosses-la-Ville (Abänderung Nr. 11.32);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gelände des Großen Krankenhauses von Charleroi auf dem Gebiet der Gemeinden Charleroi und Châtelet (Abänderung Nr. 11.33);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Jamiolle auf dem Gebiet der Gemeinde Philippeville (Abänderung Nr.11.34);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die "rue Cortil Waha et chemin Bois du Duc" in Malonne auf dem Gebiet der Gemeinde Namur (Abänderung Nr. 11.35);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "rue de France" in Solre-sur-Sambre auf dem Gebiet der Gemeinde Erquelinnes (Abänderung Nr.11.37);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für einen Teil der "rue d'Arlon" auf dem Gebiet der Gemeinde Messancy (Abänderung Nr. 12.62);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für einen Teil der "rue d'Arlon" (Gebiet der ehemaligen "Briqueterie Debouille") auf dem Gebiet der Gemeinde Messancy (Abänderung Nr. 12.63);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "route de Bellefontaine" in Sainte-Marie-sur-Semois auf dem Gebiet der Gemeinde Etalle (Abänderung Nr. 12.64);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die "rue des Flonceaux" auf dem Gebiet der Gemeinde Florenville (Abänderung Nr. 12.65);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "rue de la Fêche" auf dem Gebiet der Gemeinde Bertrix (Abänderung Nr. 12.66);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gesundheitszentrum der "rue Sesselich" auf dem Gebiet der Gemeinde Arlon (Abänderung Nr. 12.67);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für 5 Wohnhäuser in Chassepierre auf dem Gebiet der Gemeinde Florenville (Abänderung Nr. 12.68);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Viertel "Péry" auf dem Gebiet der Gemeinde Trooz (Abänderung Nr. 14.11);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Becco auf dem Gebiet der Gemeinde Theux (Abänderung Nr. 14.12);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den "Clos Bois Lemoine" auf dem Gebiet der Gemeinde Trooz (Abänderung Nr. 14.13);

In der Erwägung, dass gemäß Artikel R.288 § 4 des Wassergesetzbuches und den Artikeln D.52 bis D.61 des Umweltgesetzbuches eine Umweltbewertung der Auswirkungen in der Form eines Berichts genannt Umweltverträglichkeitsbericht (UVB) für den Entwurf zur Abänderung des SpZeg 2018/01 durchgeführt wurde;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung gemäß Artikel R.289 § 1 des Wassergesetzbuches die "SPGE" ("Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung)) beauftragt hat, diesen Entwurf zur Abänderung des SpZeg sowie seinen UVB der Zurateziehung der betroffenen Gemeinden, der betroffenen Inhaber von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und der zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zu unterziehen;

In der Erwägung, dass die "SPGE" zusätzlich den Pool Umwelt zu Rate gezogen hat;

Aufgrund des Begutachtungsantrags, der am 7. Mars 2018 von der "SPGE" an die betroffenen Gemeinden, die betroffenen Inhaber von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser, die zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und den Pool Umwelt gesandt wurde;

In der Erwägung, dass gemäß Artikel R.289 § 2 des Wassergesetzbuches die Stellungnahmen innerhalb von fünfundsiebzig Tagen ab dem Antrag der "SPGE" übermittelt werden; nach Ablauf dieser Frist gelten die Stellungnahmen als günstig;

Aufgrund der am 9. Mai 2018 abgegebenen ungünstigen Stellungnahme der "SPGE" zur Abänderung 12.66 und der günstigen Stellungnahme zu der Gesamtheit der anderen Abänderungen des Entwurfs 2018/01 - FGE Maas;

Aufgrund der Tatsache, dass die Gemeinde Visé in ihrer Stellungnahme die Aussetzung des Verfahrens für die Abänderung 08.34 beantragt hat;

Aufgrund der günstigen oder als günstig betrachteten Stellungnahmen der zu Rate gezogenen Gemeinden für die gesamten vorgeschlagenen Abänderungen;

Aufgrund der Tatsache, dass die durch die betroffenen Gemeinden durchgeführten öffentlichen Untersuchungen bei den Anwohnern der Gemeinden Theux (Abänderung Nr. 14.12 - Dorf Becco) und Vielsalm (Abänderung Nr. 01.23 - Gewerbegebiet von Burtonville) Bemerkungen und Beanstandungen ausgelöst haben;

Aufgrund der günstigen Stellungnahme (keine Stellungnahme vorhanden) der "SWDE" zu den betroffenen Abänderungen;

Aufgrund der am 26. März 2018 abgegebenen günstigen Stellungnahme von Vivaqua zu betroffenen Abänderungen;

Aufgrund der am 9. Mai 2018 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Umwelt", der es für schwierig erachtet, sich zum Inhalt des Entwurfs zu den Abänderungen des SpZeg sowie zu dem Umweltverträglichkeitsbericht (UVB) zu äußern; obwohl Letzterer mit den gesetzlichen Bestimmungen übereinstimmt, wird er als unvollständig erachtet;

In der Erwägung, dass die Bemerkungen des Pools "Umwelt" bei der Untersuchung der späteren Entwürfe zu den Abänderungen des SpZeg berücksichtigt werden;

Aufgrund der am 15. Mai 2018 vom ÖDW-OGD3 abgegebenen günstigen Stellungnahme zu den gesamten Abänderungen;

Aufgrund der günstigen Stellungnahme der ÖDW-OGD5 (keine Stellungnahme vorhanden) zum Entwurf zu den Abänderungen des SpZeg 2018/01;

Aufgrund der am 16. Mai 2018 abgegebenen günstigen Stellungnahme des ÖDW-OGD4 zu 21 Abänderungen und der bedingt günstigen Stellungnahme und der Bemerkungen über 20 andere Abänderungen;

- In der Erwägung, dass sich die vorerwähnten Bedingungen und Bemerkungen auf Folgendes beziehen:
- die Notwendigkeit, eine Globalgenehmigung in Abweichung des Sektorenplans für den Bau von Sanierungsbauwerken zu beantragen;
 - die Notwendigkeit, den Verwalter des Wasserlaufes im Falle der Installierung von Bauwerken in den Gebieten mit einem geringen Überschwemmungsrisiko zu Rate zu ziehen;
 - die nicht ausreichend begründeten Abänderungsanträge;
 - die Aufhebung des Sanierungsverfahrens für die Gebiete, die infolge von Abänderungen des Sektorenplans im Rahmen der Abänderungen 01.23, 10.38 und 10.41 unbebaubar geworden sind;

In Erwägung der von der "SPGE" geäußerten und in dem in Anhang I des Erlasses angeführten Entwurfbericht angeführten Bemerkungen;

In der Erwägung, dass angesichts der oben erwähnten Elemente:

- die Abänderungen 08.34 und 12.66 aus dem Entwurf zu den Abänderungen des SpZeg 2018/01 entfernt werden;
- das Sanierungsverfahren der unbebaubar gewordenen Gebiete im Rahmen der Abänderungen 01.23, 10.38 et 10.41 aus dem SpZeg entfernt wird;
- die anderen Abänderungen des Entwurfs zu den Abänderungen des SpZeg 2018/01 beibehalten werden;

Aufgrund des in der Anlage I erwähnten Berichts über den Entwurf zu den Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2018/01 - FGE Maas;

Aufgrund der in Anhang II erwähnten Umwelterklärung über den Entwurf zu den Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2018/01 - FGE Maas, die gemäß den Artikeln D.60 des Umweltgesetzbuches und R.289 § 2 des Wassergesetzbuches erstellt wird;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung genehmigt den in Anhang I erwähnten Entwurf zu den Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2018/01 - Flussgebietseinheit der Maas, sowie die in Anhang II erwähnte Umwelterklärung.

Art. 2 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. September 2018

Für die Regierung :

Der Minister-Präsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung,
öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Anhang I - Entwurf zu den Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2018/01 - FGE Maas

Der Bericht über die Abänderungen des SpZeg Nr. 2018/01 besteht aus einem Bericht über die Abänderungen des SpZeg, der die für jede Abänderung beigefügten Karten, sowie den Umweltverträglichkeitsbericht umfasst.

In dem Bericht über den Entwurf werden die Stellungnahmen der zu Rate gezogenen Instanzen und der Bürger zusammengefasst und kommentiert. Der Bericht schließt ebenfalls die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten innerhalb des Umkreises der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet mit ein, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze.

Diese Dokumente können bei der "Société Publique de Gestion de l'Eau", 14-16, avenue de Stassart in 5000 NAMUR, sowie auf der Webseite der "SPGE" eingesehen werden: <http://www.spge.be> (Rubrik "PASH"; Unterrubrik "Modifications ponctuelles").

Anhang II - Umwelterklärung über den Entwurf zu den Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2018/01 - FGE Maas

Die Umwelterklärung wurde gemäß Artikel D.60 des Buches I des Umweltgesetzbuches verfasst. Sie fasst die Art und Weise zusammen, wie die Umwelterwägungen in den Entwurf zur Abänderung des SpZeg 2018/01 einbezogen wurden und wie der Bericht über die Umweltauswirkungen und die vorgebrachten Bemerkungen berücksichtigt wurden.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/205292]

20 SEPTEMBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het ontwerp van wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2018/01 - DH Maas (betrokken onderstroomgebieden : Amblève, stroomopwaartse Maas, stroomafwaartse Maas, Samber, Semois-Chiers en Vesder)

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid;

Gelet op Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.52 tot D.61 en D.79;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.216 tot D.218 en op de artikelen R.284 tot R.290;

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Amblève, goedgekeurd door de Waalse Regering op 22 december 2005 (*Belgisch Staatsblad* van 10 januari 2006), en gewijzigd door de Waalse Regering op 24 januari 2013 (*Belgisch Staatsblad* van 12 februari 2013);

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomopwaartse Maas, goedgekeurd door de Waalse Regering op 29 juni 2006 (*Belgisch Staatsblad* van 15 september 2006), en gewijzigd door de Waalse Regering op 21 december 2017 (*Belgisch Staatsblad* van 15 januari 2018);

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas, goedgekeurd door de Waalse Regering op 4 mei 2006 (*Belgisch Staatsblad* van 17 mei 2006), en gewijzigd door de Waalse Regering op 19 september 2013 (*Belgisch Staatsblad* van 30 september 2013);

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe, goedgekeurd door de Waalse Regering op 10 november 2005 (*Belgisch Staatsblad* van 2 december 2005), en gewijzigd door de Waalse Regering op 19 april 2012 (*Belgisch Staatsblad* van 3 mei 2012);

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Samber, goedgekeurd door de Waalse Regering op 10 november 2005 (*Belgisch Staatsblad* van 2 december 2005), en gewijzigd door de Waalse Regering op 24 januari 2013 (*Belgisch Staatsblad* van 12 februari 2013);

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers, goedgekeurd door de Waalse Regering op 22 december 2005 (*Belgisch Staatsblad* van 10 januari 2006), en gewijzigd door de Waalse Regering op 6 oktober 2016 - erratum 25 oktober 2016 (*Belgisch Staatsblad* van 8 december 2016 - erratum 19 december 2016);

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Vesder, goedgekeurd door de Waalse Regering op 10 november 2005 (*Belgisch Staatsblad* van 2 december 2005), en gewijzigd door de Waalse Regering op 19 april 2012 (*Belgisch Staatsblad* van 3 mei 2012);

WIJZIGING VAN HET SANERINGSPLAN PER ONDERSTROOMGEBIED

Overwegende dat het ontwerp van wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied 2018 41 aanvragen tot wijzigingen telt die met name betrekking hebben op:

- de overgang van het gemeenschappelijk saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel voor de "rue de la Gare" op het gemeentelijke grondgebied van Trois-Ponts (wijziging nr. 01.21);
- de overgang van het gemeenschappelijk saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor het gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is (ZACC), van Hottleux op het gemeentelijke grondgebied van Waimès (wijziging nr. 01.22);
- de toewijzing van de autonome saneringsstelsel voor de uitbreiding van de bedrijfsruimte van Burtonville op het gemeentelijke grondgebied van Vielsalm (wijziging nr. 01.23);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar de autonome en gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het dorp Soulmè op het gemeentelijke gebied van Doische (wijziging nr. 07.52);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar de autonome en gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het dorp Matagne-la-Petite op het gemeentelijke gebied van Doische (wijziging nr. 07.53);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonome en gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het dorp Mozet op het gemeentelijke gebied van Gesves (wijziging nr. 07.54);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel voor de "rue Fernand Mathy" en de "rue de Longs Champs" op het gemeentelijke grondgebied van Eghezée (wijziging nr. 08.22);
- de overgang van het gemeenschappelijk saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel voor de "rue d'Avennes" op het gemeentelijke grondgebied van Braives (wijziging nr. 08.23);
- de overgang van het tijdelijke en autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "route Charlemagne" op het gemeentelijke gebied van Welkenraedt en Lontzen (wijziging nr. 08.24);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel voor de "Isterstrasse" op het gemeentelijke grondgebied van Raeren (wijziging nr. 08.25);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor het dorp Upigny op het gemeentelijke gebied van Eghezée (wijziging nr. 08.26);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel voor een gedeelte van het dorp Waret-la-Chaussée op het gemeentelijke grondgebied van Eghezée (wijziging nr. 08.27);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor het dorp Tillier op het gemeentelijke gebied van Fernelmont (wijziging nr. 08.28);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar de autonome en gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het dorp Groyne op het gemeentelijke gebied van Andenne (wijziging nr. 08.29);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "rue de Poilsart" te Seilles op het gemeentelijke gebied van Andenne (wijziging nr. 08.30);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "rue de Chaudin" te Bonneville op het gemeentelijke gebied van Andenne (wijziging nr. 08.31);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel voor het recreatiegebied "Clos du Lac" op het gemeentelijke grondgebied van Wasseiges (wijziging nr. 08.32);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor tien woningen te Ben-Ahin op het gemeentelijke gebied van Hoei (wijziging nr. 08.33);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "rue de Richelle" op het gemeentelijke gebied van Wezet (wijziging nr. 08.34);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel voor het domein van Jastrée op het gemeentelijke grondgebied van Durbuy (wijziging nr. 10.36);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel voor het recreatiegebied "Ol Fosse D'Outh" op het gemeentelijke grondgebied van Houffalize (wijziging nr. 10.37);
- de toewijzing van het autonome saneringsstelsel voor de uitbreiding voor de bedrijfsruimte van Courtil op het gemeentelijke grondgebied van Gouvy (wijziging nr. 10.38);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de gevangenislocatie op het gemeentelijke gebied van Marche-en-Famenne (wijziging nr. 10.39);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel voor een gedeelte van het dorp Ogne op het gemeentelijke grondgebied van Sprimont (wijziging nr. 10.40);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel voor de bedrijfsruimte van Bourdon op het gemeentelijke grondgebied van Hotton (wijziging nr. 10.41);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel voor het dorp Les Culots te Gouy-lez-Piétons op het gemeentelijke grondgebied van Courcelles (wijziging nr. 11.31);
- de overgang van het gemeenschappelijk saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel voor de "rue de Hauvent" op het gemeentelijke grondgebied van Fosses-la-Ville (wijziging nr. 11.32);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel voor de locatie van het "Grand Hopital" van Charleroi op het gemeentelijke grondgebied van Charleroi en Châtelet (wijziging nr. 11.33);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel voor het dorp Jamiolle op het gemeentelijke grondgebied van Philippeville (wijziging nr. 11.34);
- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor de "rue Cortil Waha" en "chemin Bois du Duc" te Malonne op het gemeentelijk gebied van Namen (wijziging nr. 11.35);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "rue de France" te Solre-sur-Sambre op het gemeentelijke gebied van Erquelinnes (wijziging nr. 11.37);
- de overgang van het gemeenschappelijk saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel voor een gedeelte van de "rue d'Arlon" op het gemeentelijke grondgebied van Messancy (wijziging nr. 12.62);
- de overgang van het gemeenschappelijk saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel voor het westelijke gedeelte van de "rue d'Arlon" (locatie van de voormalige "Briqueterie Deboulle") op het gemeentelijke grondgebied van Messancy (wijziging nr. 12.63);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "route de Bellefontaine" te Sainte-Marie-sur-Semois op het gemeentelijke gebied van Etalle (wijziging nr. 12.64);
- de overgang van het gemeenschappelijk saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel voor de "rue des Flonceaux" op het gemeentelijke grondgebied van Florenville (wijziging nr. 12.65);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "rue de la Fêche" op het gemeentelijke gebied van Bertrix (wijziging nr. 12.66);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het gezondheidscentrum van de "rue Sesselich" op het gemeentelijke gebied van Aarlen (wijziging nr. 12.67);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor 5 woningen te Chassepierre op het gemeentelijke gebied van Florenville (wijziging nr. 12.68);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de wijk "Péry" op het gemeentelijke gebied van Trooz (wijziging nr. 14.11);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het dorp Becco op het gemeentelijke grondgebied van Theux (wijziging nr. 14.12);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "Clos Bois Lemoine" op het gemeentelijke gebied van Trooz (wijziging nr. 14.13);

Overwegende dat overeenkomstig artikel R.288, § 4, van het Waterwetboek en de artikelen D.52 tot D.61 van het Milieuwetboek, een milieueffectbeoordeling is uitgevoerd in de vorm van een rapport, milieueffectrapport (RIE) genoemd, voor het ontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied 2018/01;

Overwegende dat overeenkomstig artikel R.289, § 1, van het Waterwetboek, de Regering de "SPGE" ermee heeft belast dit ontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied alsook het milieueffectrapport (RIE) ervan, te onderwerpen aan de raadpleging van de betrokken gemeenten, van de betrokken houders van winningen van tot drinkwater verwerkbaar water en van de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst;

Overwegende dat de "SPGE" de Beleidsgroep Leefmilieu ter aanvulling heeft geraadpleegd;

Gelet op de adviesaanvraag gezonden op 7 maart 2018 door de "SPGE" aan de betrokken gemeenten, aan de houders van winningen van tot drinkwater verwerkbaar water, aan de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst en aan de Beleidsgroep Leefmilieu;

Overwegende dat, overeenkomstig artikel R.289, § 2, van het Waterwetboek, de adviezen binnen vijfenzeventig dagen na de aanvraag van de "SPGE" worden overgemaakt; na afloop van die termijn, worden de adviezen geacht gunstig te zijn;

Gelet op het ongunstige advies van de "SPGE" over de wijziging 12.66 en het gunstige advies over het geheel van de andere wijzigingen van het project 2018/01 - DH Maas, uitgebracht op 9 mei 2018;

Overwegende dat de gemeente Wezet in haar advies om de opschorting van de procedure verzoekt voor wijziging 08.34;

Gelet op de gunstige of gunstig geachte adviezen van de andere gemeenten geraadpleegd voor het geheel van de voorgelegde wijzigingen;

Overwegende dat de openbare onderzoeken georganiseerd door de betrokken gemeenten tot opmerkingen en klachten van de omwonenden van de gemeenten Theux (wijziging nr. 14.12 - Dorp Becco) en Vielsalm (wijziging nr. 01.23 - Bedrijfsruimte Burtonville) hebben geleid;

Get op het gunstig geacht advies (gebrek aan advies) van de SWDE over de betrokken wijzigingen;

Gelet op het gunstig advies van Vivaqua op de betrokken wijzigingen, uitgebracht op 26 maart 2018;

Gelet op het advies van het Beleidsgroep "Leefmilieu" uitgebracht op 9 mei 2018 dat het moeilijk acht advies te geven over het ontwerp van wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied alsook over het milieueffectrapport (RIE), hoewel bedoeld rapport met de wettelijke bepalingen overeenstemt, wordt het als onvolledig beschouwd;

Overwegende dat de bemerkings van de beleidsgroep "Leefmilieu" in aanmerking zullen worden genomen bij de behandeling van de projecten tot wijzigingen van toekomstige saneringsplannen per onderstroomgebied;

Gelet op het gunstig advies van de Waalse Overheidsdienst-DGO3 op alle wijzigingen, uitgebracht op 15 mei 2018;

Get op het gunstig geacht advies (gebrek aan advies) van de Waalse Overheidsdienst - DGO5 over het ontwerp tot wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied 2018/01;

Gelet op het gunstig advies van de Waalse Overheidsdienst-DGO4 over 21 wijzigingen en het voorwaardelijk gunstig advies op de 20 andere wijzigingen, uitgebracht op 16 mei 2018;

Overwegende dat de bovenvermelde voorwaarden en opmerkingen betrekking hebben op :

- de noodzakelijkheid om een globale vergunning te vragen in afwijking van het gewestplan voor de uitvoering van saneringswerken;
- de noodzakelijkheid om de beheerder van de waterlopen te raadplegen in het geval van de aanleg van werken in gebieden met een laag overstromingsrisico;
- onvoldoende verantwoorde aanvragen;
- de afschaffing van het saneringsstelsel voor gebieden die door wijzigingen in het gewestplan niet meer verstedelijkbaar zijn geworden, in het kader van de wijzigingen 01.23, 10.38 en 10.41;

Gelet op de opmerkingen vanuit "SPGE" vermeld in het rapport van ontwerp opgenomen in bijlage I van het besluit;

Overwegende dat ten aanzien van bovenstaande elementen:

- de wijzigingen 08.34 en 12.66 van het ontwerp tot wijzigingen uit het saneringsplan per onderstroomgebied 2018/01 worden geschrapt;
- het saneringsstelsel van gebieden die niet meer verstedelijkbaar zijn geworden, in het kader van de wijzigingen 01.23, 10.38 en 10.41 uit het saneringsplan per onderstroomgebied wordt geschrapt;
- de andere wijzigingen van het ontwerp tot wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied 2018/01 worden gehandhaafd;

Gelet op het rapport betreffende het ontwerp tot wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2018/01 - DH Maas, bedoeld in bijlage I;

Gelet op de milieuverklaring betreffende het ontwerp tot wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2018/01 - DH Maas uitgewerkt overeenkomstig de artikelen D.60 van het Milieuwetboek en R.289, § 2, van het Waterwetboek, bedoeld in bijlage II;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het ontwerp van wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2018/01 - Stroomgebiedsdistrict van de Maas, bedoeld in bijlage I, en de milieuverklaring bedoeld in bijlage II worden door de Regering goedgekeurd.

Art. 2. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 september 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

Bijlage I - Ontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2018/01 - DH Maas

Het rapport van het ontwerp tot wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2018/01 bestaat uit een rapport met betrekking tot de wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied en de bij elke wijziging horende kaarten, alsook het milieueffectrapport (RIE).

De adviezen van de geraadpleegde instellingen en burgers worden in dit rapport van ontwerp samengevat en uitgelegd. Het bevat ook de nodige aanpassingen van de plannen naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, met name inzake de aanleg van de netwerken van collectoren en rioleringen binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

Deze bestanddelen liggen ter inzage bij de "Société publique de gestion de l'eau" (Openbare maatschappij voor waterbeheer), 14-16, avenue de Stassart, te 5000 Namen, en kunnen ook op de website van de "SPGE" ingekeken worden: <http://www.spge.be> (Rubriek "PASH"; Subrubriek "Modifications ponctuelles").

Bijlage II - Milieuangifte met betrekking tot het ontwerp tot wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2018/01 - DH Maas

De milieuangifte is opgesteld overeenkomstig artikel D.60 van Boek I van het Milieuwetboek. Bedoelde aangifte is een samenvatting van de manier waarop de milieuoverwegingen werden opgenomen in de ontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied 2018/01, en waarop het milieueffectenrapport en opmerkingen in overweging werden genomen.